

GRÈCE

Agréé

La croisade de Costas Simitis

Le Premier ministre grec fait de la modernisation de son pays une priorité à la veille de l'intégration de celui-ci dans la zone euro

PLUS LOIN
AVEC
L'EXPRESS
EN LIGNE

www.lexpress.fr

De notre correspondante

Le 14 mai dernier, les Athéniens se sont réveillés au son du canon : la salve tirée, ce matin-là, par l'antique pièce d'artillerie de la colline du Lycabette célébrait le 80^e anniversaire du rattachement à la Grèce de la Thrace occidentale, restée possession turque jusqu'en 1920. Le même jour, coiffé de sa mitre et brandissant sa crosse, Mgr Christodoulos, archevêque d'Athènes et primat de Grèce, jetait l'anathème, du haut de sa chaire, sur les autorités du pays, qui venaient d'annoncer que la religion ne serait plus désormais mentionnée sur les cartes nationales d'identité. Certes fortuite, la coïncidence est éclairante. Comme au temps du « joug ottoman », l'orthodoxie se prétend toujours, en Grèce, plus qu'une religion, la « gardienne des valeurs sacrées de l'hellénisme »...

Prenant prétexte de ce passé somme toute assez récent, l'Eglise s'arroge, sans respect superflu envers le droit, un très réel pouvoir d'ingérence, fût-il occulte, dans les affaires de l'Etat. Si le prélat, réputé pour son ultraconservatisme, a choisi d'engager une épreuve de force avec le gouvernement sur une réforme administrative au demeurant indispensable pour harmoniser la législation grecque avec celle des autres pays de l'Union européenne, c'est qu'il y voit l'occasion d'affirmer haut et fort que l'Eglise n'entend pas laisser grignoter la moindre parcelle de ses privilèges ancestraux. L'écho, dans l'opinion et dans les médias, des virulentes apostrophes de Mgr Christodoulos a en tout cas fourni la preuve aux deux parties concernées que la

séparation de l'Eglise et de l'Etat, dont le Premier ministre Costas Simitis a pourtant été autrefois l'un des fervents avocats, n'est décidément pas à l'ordre du jour. « La société grecque n'est pas encore mûre pour la laïcité », répètent à l'envi sociologues et politiciens de tout bord. Même si les rangs de ceux qui le déplorent ne cessent de grossir.

Fidèle à sa tactique habituelle, le chef du gouvernement a choisi d'abord de louvoyer pour tenter de désamorcer le conflit. La mesure prise est certes irrévocable et exécutoire, mais elle ne concerne pour l'instant que les nouvelles cartes. Le remplacement des anciennes – opération du reste longue et coûteuse – est remis à une date ultérieure. Sans pour autant réussir à calmer l'archevêque, qui appelle désormais les fidèles à la révolte.

Cette façon de ménager autant que possible la chèvre et le chou est considérée, selon qu'il s'agit de ses partisans ou de ses détracteurs, comme la vertu majeure ou le principal handicap du réformateur et européen convaincu qu'est Costas Simitis. Depuis qu'il a réussi, il y a six ans, à évincer ses rivaux et à prendre la tête, à l'étonnement général, du parti fondé par Andréas Papandréou, celui-ci a fait de la modernisation de la Grèce son objectif déclaré, inlassablement répété. Le pari était



de taille pour un pays longtemps qualifié de « mouton noir » et de « lanterne rouge » de l'Union européenne. A petits pas et sans éclats, Simitis l'a jusqu'à présent tenu, puisque l'intégration de la Grèce à la zone euro sera, en principe, effective à dater du 1^{er} janvier 2001. Avec quand même quelques bémols : les progrès, certes spectaculaires, de l'économie grecque sont encore fragiles et le ministre de l'Economie, Yannis Papantoniou, reconnaissait récemment que l'inflation restait sa « préoccupation première ». Un souci partagé par la Banque centrale européenne, qui multiplie les mises en garde à l'égard d'Athènes. « Si nous voulons rester dans le peloton de tête de l'Europe, il nous faut désormais passer du stade de la convergence des grands indicateurs au développement de l'économie réelle, affirme Papantoniou. Cela exige une réforme profonde de toute la pyramide administrative. » Et des mentalités...

Conscient du problème, Simitis a constitué, le 12 avril dernier, au lendemain de sa réélection, une équipe gouvernementale moins idéologique et plus technocratique. Il a notamment éliminé un certain nombre de caciques du parti au profit d'hommes de confiance, plus jeunes, qui se sont vu confier des postes clés – Développement, Travail, Santé, Transports – avec pour mission d'éliminer, enfin, les blocages bureaucratiques qui ont fait, sur tous les marchés, la mauvaise réputation de la Grèce. « Les bastions vont tomber un à un », espère Ni-

kos Christodoulakis, le nouveau ministre du Développement, dont le premier acte a été de « décapiter en une heure » la direction de la Compagnie nationale d'électricité – la très sectaire DEI. Tandis que son collègue Christos Verelis inaugurait ses fonctions de ministre des Transports et des Télécommunications en plaçant à la tête des télécoms grecques – l'OTE – un manager issu du secteur privé.

principal institut de recherche économique et industrielle, sont, à cet égard, révélateurs : la part de l'économie parallèle dans le PIB dépasse 30 %. Près des deux tiers (65 %) de la population active travailleraient au noir à la barbe d'une administration fiscale impuissante. L'évasion fiscale bat tous les records dans les secteurs du bâtiment et du tourisme, qui emploient une majorité de travailleurs immigrés, originaires des Balkans pour la plupart, sans permis de travail... alors que le chômage atteint 11,7 %. L'importance de l'activité économique non déclarée rend illusoire l'application, en Grèce, d'un modèle social européen fondé sur la solidarité et la répartition. Elle explique aussi que les Grecs soient en réalité moins pauvres que ne le disent les chiffres : si les statistiques font état d'un revenu par tête inférieur de plusieurs points à la moyenne des pays de l'Union, le niveau de vie réel, conforté par les rentrées parallèles, est plus satisfaisant qu'il n'y paraît.

L'économie parallèle dépasse les 30 % du PIB

Il s'agit avant tout d'accélérer le rythme des privatisations des entreprises publiques, notamment celles de l'OTE, déjà partiellement réalisée, de la DEI – dans la proportion de 28 % à l'horizon de 2001, ce qui, il y a encore quelques années, aurait été inconcevable – et d'Olympic Airways, qu'une gestion catastrophique aurait mis en faillite sans les aides coûteuses que Bruxelles désormais refuse. « Ce qui est nouveau, souligne un éditorialiste, c'est la prise de conscience non seulement par le gouvernement, mais aussi par les syndicats, par les partis et par le public de la nécessité de casser tout monopole. »

La tâche est de longue haleine : elle implique une révision globale du cadre législatif pour libérer les entreprises engluées dans un incroyable dédale de lois souvent contradictoires. « Lorsqu'une simple demande d'autorisation se transforme en véritable parcours du combattant, le recours à la corruption finit par apparaître comme un passage obligé », plaide un entrepreneur. Les chiffres publiés par une récente étude de l'Iobe, le

Il s'agit avant tout d'accélérer le rythme des privatisations des entreprises publiques